

Les politiques agricoles et alimentaires en place sont-elles favorables à des systèmes alimentaires locaux durables ?¹

En octobre 2015, à l'occasion de l'Exposition Universelle [Milano EXPO 2015](#), une centaine de maires de grandes cités à travers le monde ont signé le [Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan](#). Par ce pacte, ces maires s'engagent à travailler « *au développement de systèmes alimentaires durables, inclusifs, résilients, sûrs et diversifiés, qui fournissent des aliments sains et abordables à tous dans le respect des droits fondamentaux, réduisent au maximum le gaspillage, préservent la biodiversité et atténuent les effets du changement climatique tout en s'y adaptant* ». Voilà sans doute l'expression récente la plus visible d'un mouvement qui s'est développé au cours de ces dernières années et qui vise à faire des villes, qui regroupent environ la moitié de la population mondiale, des acteurs importants de l'émergence de systèmes alimentaires plus durables. Cet événement fait aussi partie d'un mouvement plus ample encore qui cherche à développer des systèmes alimentaires locaux plus durables.



Pourquoi promouvoir des systèmes alimentaires locaux durables ?

Parce qu'il y a des preuves de plus en plus convaincantes que nos systèmes alimentaires ne sont pas durables et que le développement de systèmes alimentaires

¹ Basé sur une communication présentée à la [Conference on Global Sustainability and Local Foods](#) organisée par l'Université américaine de Rome le 2 octobre 2015.

locaux durables contribuerait à augmenter la durabilité au niveau mondial, et cela de deux façons principales :

- Par ce qu'ils sont durables, c'est-à-dire économiquement viables, socialement justes et fondés sur l'utilisation de technologies respectueuses de l'environnement;
- Parce qu'ils sont locaux, c'est-à-dire fondés sur des filières courtes qui offrent une meilleure rémunération aux producteurs et des prix abordables aux consommateurs, permettent des liens plus forts entre producteurs et consommateurs et contribuent à réduire la consommation d'énergie fossile pour le transport, et, enfin, parce qu'ils sont moins enclins au gaspillage du fait de la proximité des producteurs et des consommateurs.

Les deux concepts de 'durabilité' et 'local' présentent des synergies, mais ils ne se recouvrent cependant pas parfaitement :

- Une production alimentaire durable n'est pas nécessairement locale : les liens entre producteurs et consommateurs peuvent être très ténus et les sites de productions éloignés des centres de consommation comme l'illustre le développement de l'agriculture bio-industrielle sur de grandes exploitations sur lesquelles travaillent des ouvriers agricoles mal payés et qui envoient leur produits bio vers des supermarchés urbains [[lire](#)], et
- La production alimentaire locale n'est pas nécessairement durable : elle peut reposer sur l'utilisation de techniques de production non durables comme c'est souvent le cas pour le maraîchage en zone péri-urbaine.

Alors qu'il est évident que le développement de systèmes alimentaires locaux peut contribuer à la durabilité globale, il est tout aussi clair que, alors que la production alimentaire, en général, pourrait être rendue entièrement 'durable' (c-a-d que les prix alimentaires reflètent le vrai coût de la nourriture, y compris les externalités ; tous les opérateurs de la filières sont rémunérés de façon équitable et travaillent dans de bonnes conditions ; les techniques utilisées sont respectueuses de l'environnement, etc.), mais non totalement 'locale' (une part de la production devra nécessairement se faire dans des régions relativement éloignées des centres de consommation du fait de l'augmentation de l'urbanisation qui, selon les estimations, devrait atteindre 70% en 2050²).

Une situation contrastée dans différentes parties du monde

Vu au niveau mondial, la situation et les tendances par rapport aux systèmes alimentaires locaux durables sont très différentes selon les endroits :

- Dans les pays riches et fortement urbanisés (les pays industriels du 'Nord') l'agriculture industrielle fortement subventionnée et reposant sur des filières complexes domine, alors que l'agriculture locale est devenue marginale, même si elle a fait l'objet d'un intérêt renouvelé au cours des dernières années ;
- Dans les pays plus pauvres et ruraux (les pays non industrialisés du 'Sud'), l'agriculture familiale traditionnelle domine et produit la plus grande part de la

² Au lieu de 50% aujourd'hui.

nourriture (80% en Asie, par exemple), mais des efforts continus ont été faits depuis des décennies en vue de la promotion d'une agriculture plus industrialisée basée sur des filières de plus en plus complexes qui est une réplique exacte du système dominant au 'Nord'.

Dans ces deux cas, les politiques ont été d'importants outils du changement et, en général, elles ont été plutôt défavorables aux systèmes alimentaires locaux durables.

Dans les pays riches, urbanisés et industrialisés

Trois raisons principales peuvent expliquer le renouveau d'intérêt envers les systèmes alimentaires durables locaux au cours de ces dernières années :

- Dans des filières complexes dominées par la grande distribution (hyper- et super-marchés) et dans un environnement économique qui a traditionnellement cherché à fournir aux consommateurs une alimentation peu chère, les producteurs agricoles se voient dictés les prix et leur travail est, par conséquent, mal rémunéré, ce qui les amènent à réagir en mettant en place des filières plus courtes, de proximité (vente directe au bord des routes, ventes à la ferme, contrats fait directement avec des consommateurs, etc.) afin d'obtenir de meilleurs prix pour leurs produits ;
- Les consommateurs ont progressivement perdu leur confiance envers les filières alimentaires industrielles. Des scandales alimentaires à répétition ont montré que ces filières complexes sont mal réglementées et contrôlées. Les coupes budgétaires des États ont entraîné une diminution des moyens de contrôle. Il y a eu une prise de conscience de l'effet dévastateur que peut avoir sur la santé une alimentation de mauvaise qualité. En réaction, un nombre grandissant de consommateurs participent à des filières courtes, soit par contacts (ou contrats) directs avec les producteurs, soit par le truchement d'associations. Ils cherchent plus de transparence et certains prennent même part à des systèmes participatifs de garantie. Une minorité d'entre eux, qui dispose de temps et d'un accès à la terre, s'est même mise à produire directement une partie de sa nourriture.
- Une plus grande prise de conscience de la réalité du dérèglement climatique et de la dégradation de l'environnement découlant de la production de nourriture a contribué à l'émergence de l'opinion que l'alimentation doit être produite d'une manière plus durable, qu'elle doit être rendue plus sûre pour les consommateurs, que le gaspillage alimentaire doit baisser, que la production doit être organisée de façon à préserver les ressources naturelles et que les gaz à effet de serre émis par le système alimentaire doivent être diminués grâce notamment à la réduction de la dépendance envers l'énergie fossile (carburant, engrais et pesticides)³.

Sur le terrain, on observe un nombre croissant d'initiatives visant à faire face à ces préoccupations et prendre en compte ces intérêts. Elles peuvent être classées en deux types principaux qui souvent se recouvrent :

³ Le système alimentaire utilise jusqu'à 30% de l'énergie totale consommée par l'humanité et génère 30% des gaz à effet de serre émis par les activités humaines. De plus, 30% de la nourriture produite est gaspillée.

- L'agriculture urbaine et péri-urbaine qui regroupe toutes les tentatives faites pour utiliser l'espace disponible en zone urbaine et péri-urbaine en vue de produire de la nourriture, que cela soit le résultat d'initiatives individuelles, communautaires ou de groupes ;
- Des filières alimentaires de proximité telles que diverses formes d'association entre consommateurs et producteurs (comme par exemple les Teikei au Japon, les AMAP en France et, dans les pays anglo-saxons, l'agriculture soutenue par la communauté - *community-supported agriculture*), ou les ventes directes qui cherchent à re-créer des liens plus forts entre producteurs et consommateurs vivant dans une même zone, tout en préservant ou re-gagnant l'indépendance envers la grande distribution et en améliorant le revenu agricole.

Dans les deux cas, ces initiatives adoptent de plus en plus, dans leur grande majorité, des techniques agricoles respectueuses de l'environnement (agriculture à basse utilisation d'intrants, agro-écologie ou agriculture biologique).



Il y a peu de données récentes disponibles sur le poids réel de ces initiatives, mais il est probable que leur importance reste limitée : par exemple, en France, des chiffres disponibles montrent qu'en 2005 les circuits courts représentaient environ 7% des fruits et légumes commercialisés et que plus de 15% des producteurs y participaient). Ces circuits sont souvent promus et animés par des militants. Les consommateurs qui y participent viennent plutôt de la classe moyenne et supérieure et bénéficient d'un bon niveau de revenu et d'  ducation.

Bien que les perspectives de ce mouvement soient prometteuses et que l'on puisse s'attendre à ce qu'il se développe encore davantage, encouragé par de probables futurs scandales alimentaires et par une information plus complète sur les conditions dans lesquelles la nourriture est produite dans le secteur agro-industriel, il est peu probable qu'il puisse assurer, à l'avenir, plus qu'une part limitée de l'alimentation (très probablement moins de 25%) si l'environnement actuel dans lequel il se développe reste inchangé. Les obstacles auxquels il doit faire face sont trop importants, tout

particulièrement les politiques en place qui mettent les systèmes alimentaires locaux dans une position désavantageuse par rapport au système alimentaire industriel :

- La terre : dans les pays fortement urbanisés, il est difficile de trouver à proximité des grands centres de consommation les surfaces requises pour produire la nourriture. Dans la plupart des pays, les constructions (quartiers résidentiels, bâtiments administratifs, industriels et commerciaux) ainsi que les aires de loisirs occupent une part croissante de l'espace, et seule une petite part des bâtiments existants sont adaptés à l'installation de cultures sur le toit, les balcons, voire le long des murs. De plus, la terre en zone urbaine et péri-urbaine atteint des prix prohibitifs à cause de la pression exercée sur le marché foncier par les zones résidentielles, industrielles et commerciales : cela contribue à gonfler énormément le coût de la production alimentaire dans ces territoires. La plupart des plans d'occupation des sols ne laissent que peu de place à l'agriculture et les projets résidentiels n'envisagent généralement pas dans leur conception la production alimentaire comme une option à prendre en compte (sur les bâtiments ou dans de petits jardins). L'on peut cependant espérer que, si davantage de villes mettent en oeuvre le [Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan](#), cette situation pourrait évoluer favorablement ;
- Financement : la plupart des systèmes alimentaires locaux ou les fermes qui en font partie ne sont pas éligibles pour bénéficier de soutien financier ou de crédit, car ils ne satisfont pas aux critères imposés par les programmes existant (taille des unités de production, niveau de formation/diplôme du producteur, garantie/collatéral, etc.). Dans bien des cas, les producteurs - tout particulièrement les jeunes producteurs qui tentent de s'installer - doivent avoir recours à de nouveaux mécanismes de financement informels (micro-crédit, financement participatif) qui ne sont pas bien adaptés à l'agriculture, pour mobiliser le capital nécessaire pour créer ou développer leur unité de production ;
- Subventions : il n'y a pas ou très peu de dispositions financières dans les politiques agricoles et alimentaires en place pour soutenir la production alimentaire locaux ou même durable. Au contraire, les incitations que fournissent ces politiques favorisent plutôt les grands producteurs industriels, ce qui constitue un handicap pour la petite production locale du point de vue de la compétitivité. La récente [réforme de la Politique Agricole Commune de l'UE](#) ou le [dernier 'Farm Bill'](#) des États-Unis démontrent combien il est difficile de les rendre plus favorables à une production alimentaire locale et durable ;
- Développement technologique : la recherche agronomique est notablement entre les mains de grandes entreprises privées multinationales qui, pour des raisons évidentes, cherchent à développer des technologies qui puissent être incorporées dans des intrants ou des machines agricoles qu'elles pourront vendre avec profit. Ces centres privés de recherche n'ont aucun intérêt à développer des technologies à haute intensité de connaissances utilisant peu d'intrants qui seraient plus respectueuses des ressources naturelles. La recherche publique, pour sa part, a souffert de coupes budgétaires drastiques et elle est de plus en plus influencée par les intérêts privés que ce soit par voie de co-financement ou par d'autres formes de coopération ;
- Formation : la difficulté d'accès à des formations professionnelles complémentaires est un obstacle majeur pour les petits producteurs participant à des systèmes alimentaires locaux durables, d'abord parce que le nombre de formations dans le domaine de l'agriculture durable reste limitée, et ensuite parce que les programmes de formation sont entre les mains des grandes

organisations syndicales agricoles qui ont toujours été artisanes, jusqu'à présent, d'une agriculture industrielle et n'accordent qu'un intérêt de pure forme au développement de systèmes alimentaires locaux durables ;

- Règlementation et contrôle : les réglementations en place sur la production et la commercialisation des semences, sur l'établissement de nouvelles unités de production, sur la vente et la commercialisation des produits, etc. sont généralement défavorables à ceux qui veulent créer des programmes ou unités de production alimentaire locale, et ces nouveaux programmes sont souvent des cibles privilégiées pour les inspections ;
- Processus de politique : producteurs et consommateurs membres de systèmes alimentaires locaux durables sont en général pas (ou mal) représentés dans les groupes de travail participant au processus de discussion des politiques agricoles et alimentaires, dans la mesure où la représentation des producteurs est principalement entre les mains des grandes organisations syndicales agricoles qui soutiennent l'agriculture industrielle, et celle des consommateurs entre les mains d'organisations de consommateurs dont l'objectif principal reste encore surtout de maintenir au plus bas les prix agricoles à la consommation, même si au cours de ces dernières années la préoccupation de qualité des aliments et de sécurité sanitaire a pris quelque importance ;
- Les caractéristiques intrinsèques des systèmes alimentaires locaux durables qui les désavantagent par rapport au système alimentaire industriel mondialisé :
 - o Le manque de diversité des produits et le caractère saisonnier des systèmes alimentaires locaux en réduisent l'attractivité aux yeux des consommateurs ;
 - o Les circuits alimentaires courts sont très exigeants en main d'oeuvre et en investissement (pour le transport et le stockage notamment) et leurs activités sont saisonnières ;
 - o A cause de leur faible volume d'activité, les groupes de producteurs locaux éprouvent généralement des difficultés à prendre part aux offres d'achat faites par les organismes de restauration collective (écoles, cafétérias, etc.).

Il résulte de tout cela que la plupart des projets alimentaires locaux durables restent relativement marginaux et se limitent à l'engagement de producteurs et de consommateurs fortement motivés : des producteurs qui sont prêts à accepter des revenus bas ou des consommateurs qui sont disposés à payer un prix plus élevé pour acheter de la nourriture produite localement parce qu'ils considèrent que c'est là leur contribution au développement d'une économie plus durable. Ce n'est que dans des cas assez rares que ce type de systèmes ont réussi à faire participer la masse de producteurs et consommateurs 'normaux'.

Ces considérations montrent qu'il est indispensable de changer fondamentalement les politiques agricoles et alimentaires afin de les rendre plus favorables à une alimentation locale durable, si l'objectif poursuivi est celui d'améliorer la durabilité de notre système alimentaire.

Dans les pays pauvres, principalement ruraux et non industriels

Pendant des décennies, les efforts faits pour développer la production alimentaire dans les pays pauvres ont consisté à faire la promotion du modèle de monoculture à forte utilisation d'intrants agricoles (eau, engrais, pesticides et mécanisation) qui a été à la

base de la révolution verte. En Asie, ce modèle a réussi de façon remarquable à faire exploser la production agricole. Mais son coût élevé s'est décliné en terme de dégradation environnementale (sols, eau, biodiversité agricole), marginalisation de centaines de millions de petits producteurs et persistance d'un nombre très élevé de personnes souffrant de sous-alimentation chronique dont la plus grande partie sont des paysans.



Les efforts consentis pour répliquer ce 'succès' en Afrique ont pour l'instant été soldés par des échecs : beaucoup de paysans africains dépendent de systèmes agricoles dits 'traditionnels', à basse utilisation d'intrants et dans lesquels des cultures associées coexistent avec des arbres. D'autres ont adopté les techniques 'modernes' - monoculture principalement - mais sans pour autant avoir accès aux intrants agricoles exigés par les techniques culturales de la révolution verte, du fait de manque de moyens financiers ou d'accès au crédit : ceci a entraîné des rendements bas, une perte de biodiversité agricole et la dégradation des sols. Les systèmes 'traditionnels' ont, pour leur part, montré leurs limites en terme de capacité de charge et de durabilité au fur et à mesure que la population augmentait. Peu de recherche et d'efforts ont été faits pour essayer de les faire évoluer. Dans une grande partie du continent, les systèmes alimentaires sont restés largement locaux, principalement du fait de l'insuffisance d'infrastructure de communication qui a comme conséquence l'enclavement de régions entières, les coupant des marchés globaux et mêmes, souvent, nationaux.

L'échec dans la promotion de l'adoption des techniques agricoles de la révolution verte a, par beaucoup d'experts, été mis au compte des États et de leur prétendue incapacité d'aider effectivement et efficacement les petits producteurs agricoles. Les paysans eux-mêmes, souvent analphabètes, ont été rejetés par bien des analystes et même par la Banque mondiale qui pensent qu'ils ne peuvent pas faire partie du futur de l'agriculture africaine et devraient être mis devant l'option de soit devenir les ouvriers agricoles dans les grandes plantations agricoles, soit migrer vers les villes.

[lire] La conséquence logique de ce diagnostic a été de se tourner vers le secteur privé dans l'espoir qu'il pourrait résoudre la question de la production. Cette opinion s'est vue renforcée par le fait que les États se voient obligés, à présent, d'adopter une politique d'austérité qui limite considérablement leur possibilité d'action.

Un certain nombre de programmes ont été lancés dans la région pour remplacer au moins en partie l'agriculture familiale par de grandes unités de production agricoles appartenant à des investisseurs privés, bien intégrées dans des filières 'modernes', et par des producteurs 'émergents' participant à ces filières par l'intermédiaire d'arrangements de type agriculture contractuelle. Cette intégration implique en général que les producteurs respectent un ensemble de normes qui les fait adopter des techniques agricoles non durables, à forte intensité d'intrants, fondées sur la monoculture et utilisant un nombre limité d'espèces et de variétés de plantes. D'une certaine façon, ces pays et leur paysans sont encouragés à adopter des approches dont la non durabilité est maintenant critiquée dans les pays riches.

Même si beaucoup de ces programmes de promotion du secteur privé annoncent qu'ils contribueront à la réduction de la pauvreté et de la faim, il est bon de se souvenir que l'objectif de compagnies privées est avant tout de faire des profits pour pouvoir distribuer des dividendes à leurs actionnaires.

Les actions entreprises dans le cadre de [Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition du G8](#) sont emblématiques de ce qui est proposé, et elles comprennent - ou sont appuyées - par des changements fondamentaux dans le domaine des politiques :

- Démarcation et enregistrement des terres, ce qui aboutit à la distribution de titres de propriété individuelle et la mise en place de marchés fonciers ou de location des terres qui ont pour conséquence la possibilité pour des personnes 'extérieures' aux communautés rurales d'avoir accès à la terre, alors que, jusque là, la terre était réservée aux membres de la communauté ;
- Nouvelles règles de gouvernance pour les concessions forestières qui offrent davantage de possibilités aux intérêts privés ;
- Nouvelle réglementation sur les semences qui impose la reconnaissance des droits de propriété intellectuelle dans le cas des semences améliorées mises sur le marché par les compagnies semencières et qui limite les possibilités de sélection, réutilisation et de vente de leurs propres semences par les producteurs. Cette réglementation cherche à établir des catalogues de semences sur le modèle de ceux existant dans les pays riches ; [lire]
- Des politiques fiscales et commerciales réformées qui comprennent notamment des exemptions ou des abattement fiscaux pour les investisseurs privés et une libéralisation du commerce extérieur des produits agricoles ;
- Une modification de la structure du financement public :
 - o Une part croissante de l'Aide publique au développement est utilisée pour soutenir les investisseurs étrangers (voir la politique du [Blending](#) de l'Union européenne ou celle mise en oeuvre dans le cadre du [Laboratoire global de développement de l'USAID](#)) ;
 - o Un détournement des financements publics nationaux vers le soutien au investisseurs privés (infrastructure, vulgarisation, etc.)
 - o L'allocation d'une part croissante de la dépense publique pour l'agriculture à la subvention d'intrants agricoles qui bénéficient

principalement aux producteurs adoptant des techniques agricoles à forte utilisation d'intrants. [\[lire\]](#)

Malgré les déclarations officielles précisant que ces programmes sont participatifs, il apparaît qu'ils ne le sont pas, les producteurs et les représentants de la société civile étant la plupart du temps exclus des réunions au cours desquelles se tiennent les discussions les plus importantes.

Dans certains cas, cette approche a abouti à de violentes expulsions de paysans. Par exemple, dans l'État de Taraba, dans l'est du Nigéria (près de frontière camerounaise), des producteurs sont menacés d'expulsion par les autorités qui entendent donner 30.000 hectares de terres irriguées à la filiale kenyane de la compagnie américaine [Dominion Farms](#). Ce projet est soutenu par la Nouvelle alliance du G8. Les terres concernées font partie d'un projet public d'irrigation et sont source de revenu pour des milliers de familles. La justification donnée par le gouvernement pour ce projet est qu'il entrainera une « *augmentation de la production [...] et [...] contribuera à la sécurité alimentaire du pays* ». Cette affirmation omet de prendre en compte les conséquences dramatiques qu'aura ce projet sur des dizaines de milliers de ruraux qui vivent dans la zone concernée. Dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, la prétendue 'consultation de la population' s'est limitée à la consultation des élites locales et non de la masse des petits producteurs.

Ces politiques vont encourager des appropriations supplémentaires de terres par des entreprises privées. On estime qu'entre 2000 et 2010, plus de 80 millions d'hectares (soit près de trois fois la superficie agricole de la France) ont ainsi été accaparés dans les pays pauvres, surtout en Afrique (les deux tiers du total), mais aussi en Asie et en Amérique Latine. [\[lire\]](#) Pour être complet, il faut aussi mentionner que ce processus est également en cours dans les pays riches, y compris en Europe, où des institutions financières comme les fonds de pension achètent de plus en plus de fermes ou y investissent (par prise de parts).

Comme dans les pays riches, il y a un certain nombre de pays du 'Sud' qui ont des réglementations qui limitent le développement de l'agriculture urbaine ou péri-urbaine et qui donnent la priorité à des secteurs autres que l'agriculture. En Inde, par exemple, où le gouvernement compte « *revoir quelques dispositions illogiques* » dans la Loi foncière (*Land Acquisition Act*, LAA ou, pour reprendre son titre complet : *The Right to Fair Compensation and Transparency in Land Acquisition, Rehabilitation and Resettlement Act*) qui vient d'être mise en oeuvre il y a seulement un an. Les changements proposés portent sur des « *procédures compliquées* » qui rendent « *presque impossible* » l'acquisition de terre pour la construction d'hôpitaux ou d'écoles privées et d'autres projets dans des secteurs prioritaires. Les procédures visées comprennent celles qui rendent obligatoire l'obtention de l'approbation de 80% des personnes dont la terre sera utilisée pour des projets privés, et de 70% des propriétaires concernés dans le cas de partenariats public-privé. Les modifications de la loi envisagées vont très probablement atténuer certaines de ces conditions ainsi qu'allonger la liste des secteurs pour lesquels des exemptions existent afin d'accélérer la mise en oeuvre de projets de défense, d'infrastructure rurale (y compris l'électrification), de logement des pauvres (y compris les 'logements abordables'), de corridors industriels et d'infrastructure (y compris les projets mis en oeuvre dans le cadre de partenariats public-privé). Ces changements entraineraient un traitement plus

rapide de l'acquisition des terres et la suppression de l'analyse obligatoire de l'impact social des projets envisagés.

Comme on peut le voir à partir de ces exemples, les politiques en place ou prévues dans les pays pauvres tendent à miner les systèmes alimentaires locaux et certainement n'aident pas l'émergence de systèmes alimentaires locaux durables.

La nécessité de réformer les politiques

S'il doit y avoir un effort sérieux de promotion de systèmes alimentaires locaux durables, il faudra procéder à une réforme en profondeur des politiques agricoles et alimentaires en place, que cela soit dans les pays riches ou dans les pays pauvres.

Il est malheureux de constater que la plupart des personnes impliquées dans des systèmes alimentaires locaux durables, surtout dans les pays du 'Nord', ne veulent pas voir que leur approche restera marginale tant que les politiques, qui définissent l'environnement économique et institutionnel dans lequel ils opèrent, resteront défavorables. Le manque de confiance envers les dirigeants politiques et une posture générale 'anti-système' qui découlent d'une désillusion résultant d'expériences passées décevantes, explique en grande partie ce point de vue.

Changer l'environnement politique ne sera pas une tâche aisée, car il s'agira d'aller à l'encontre d'intérêts économiques majeurs qui détiennent du pouvoir. Mais à moins que des nouvelles politiques ne s'attaquent aux contraintes freinant le développement de systèmes alimentaires locaux durables et éliminent les dispositions et programmes qui les menacent, ceux-ci resteront marginaux. Il sera particulièrement important de revenir sur le cadre incitatif qui soutient des systèmes alimentaires non durables, d'établir un cadre de réglementation favorable et de s'assurer que suffisamment de ressources seront allouées à une recherche qui aura comme objectif l'amélioration et l'adoption de techniques agricoles respectueuses de l'environnement.

Materne Maetz
octobre 2015

Références

- **Anseeuw, W. et al.**, [*"Transnational Land Deals for Agriculture in the Global South. Analytical Report based on the Land Matrix Database"*](#). CDE/CIRAD/GIGA, Bern/Montpellier/Hamburg 2012
- **ARC2020 (Agricultural & Rural Convention)**, [*ARC2020's reaction to the EU Commission's legislative proposals for the future CAP*](#), 2012
- **ARC/Friends of the Earth Europe/IFOAM EU Group**, [*Transitioning Towards Agroecology - Using the CAP to build new food systems*](#), 2015
- **Demeke, M, et al.** , [*Country responses to the food security crisis*](#), FAO, 2009
- **Delhommeau, T.**, [*Circuits courts et circuits de proximité*](#), Pour la Solidarité 2009
- **EC Joint Research Centre**, [*Short Food Supply Chains and Local Food Systems in the EU. A State of Play of their Socio-Economic Characteristics*](#), JRC 2013

- **EU/Committee of the Regions**, *Draft Outlook Opinion of the Committee of the Regions on Local Food Systems*, 2011
- GRAIN/AFSA, '[Land and seed laws under attack: who is pushing changes in Africa?](#)' GRAIN, January 2015
- **Langhade, E. (ed)**, [Circuits courts, une relation de proximité](#), Chambres d'agriculture n° 991 - Mars 2010
- **McKeon, N.**, [The New Alliance for Food Security and Nutrition: a coup for corporate capital?](#), Terra Nuova, TNI, 2014
- **Ministère de l'Agriculture**, [Rapport du groupe de travail « Circuits courts de commercialisation »](#), Paris, France, 2009
- **Munoz, E.**, [The New Alliance: A new direction needed - Reforming the G8's public-private partnership on agriculture and food security](#), Oxfam 2013
- **Ontario Ministry of Agriculture and Food**, [Local Food Systems – International Perspectives A Review](#), June 2013

Articles parus précédemment sur lafaimexpliquee.org et liés à ce sujet :

- [Sept principes pour en finir durablement avec la faim](#), 2013
- [Une première analyse de la mise en oeuvre de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition du G8 confirme les craintes que l'on pouvait avoir](#), 2013
- [Le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'Afrique: à la conquête de la dernière frontière pour les marchés agricoles et alimentaires...](#) 2013
- [L'offensive du «capitalisme éclairé» se poursuit en Afrique](#), 2013
- [Faim, marché et bons sentiments: comment la faim nourrit les profits des multinationales](#), 2013